

26 mars 2020

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

COVID 19 : Le gouvernement alloue 0,83 € aux 300.000 personnes qui recourent à l'aide alimentaire

Ce jeudi 26 mars 2020, le Ministre de l'Intégration sociale a « *débloqué un premier budget de 286.000€ [pour permettre] aux banques alimentaires ainsi qu'aux centres de stockages et de distribution d'acheter des denrées alimentaires et des produits d'hygiène de base* ». Il ajoute que « *le gouvernement fédéral a entamé une concertation avec le secteur de la grande distribution, afin qu'il mette en place des mesures pour pallier le manque de surplus de denrées alimentaires et de première nécessité* ». Ce montant représente moins d'1€ par bénéficiaire de l'aide alimentaire puisque pas moins de 300.000 personnes sont concernées. Demain, nous apprendrons probablement que des grandes entreprises se mobilisent via la Fondation Roi Baudouin pour soutenir le secteur. Mais de quel paternalisme sommes-nous encore bercés ?

Dans un contexte où le gouvernement demande de réduire les déplacements, renforcer le système de l'aide alimentaire revient à mettre en danger les bénéficiaires, les bénévoles et les travailleurs.

« *Il faudra qu'une fois pour toutes, nos décideurs comprennent qu'on est en 2020 et plus au Moyen-Âge.* », estime Céline Nieuwenhuys, Secrétaire générale de la Fédération des Services sociaux (FdSS) et de la Concertation Aide alimentaire. « *Donner des colis aux pauvres relève d'une époque révolue. Les volontaires et les services qui les distribuent font un travail remarquable mais nous devons migrer vers un système plus progressiste et surtout moins stigmatisant. Les chèques-repas constituent une piste réelle qu'il faut activé urgemment.* », ajoute-t-elle.

Même son de cloche du côté du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP) : « *Dans les zones semi-rurales, les gens doivent prendre le train ou le bus pour aller retirer leur colis* » tonne Christine Mahy, la Secrétaire générale du RWLP. « *Le confinement actuel montre que c'est inefficace, mais même sans confinement, cela n'a pas de sens* ».

Une note a été déposée par la FdSS et le RWLP sur la table du Ministre fédéral de l'Intégration sociale, des Ministres régionaux de l'Aide aux personnes et des Fédérations de CPAS. Les distributeurs actuels de chèques-repas sont clairs : un simple signal de la part du politique leur permettrait d'envoyer une carte à puces à des listes de personnes que les CPAS leur transmettraient. Cela se fait d'ailleurs depuis des années à Anvers et en France.

« *Si 300.000 personnes ont faim en Belgique, leur donner la pitance manque de dignité. Il est temps de passer à un système humain, digne et efficace.* » concluent ensemble Christine Mahy et Céline Nieuwenhuys.

Contact presse :

Céline Nieuwenhuys

Secrétaire générale de la Fédération des Services sociaux (FdSS)

Celine.Nieuwenhuys@fdss.be

+32 477 59 16 73

www.fdss.be